



Independent observer
of the Global Fund

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FINANCEMENTS ACCORDÉS AUX PAYS CANDIDATS

Comme nous l'avons mentionné dans un [autre article](#) de ce numéro, parmi le financement des allocations pour la période 2014/2016 accordées par le Conseil d'administration en décembre, 40,5 millions de dollars ont été alloués à six subventions provenant de cinq composantes et pays qui n'ont pas reçu de financement précédemment. Veuillez vous référer au tableau ci-dessous pour plus de détails.

Tableau: Financement pour les subventions pays approuvées par le Fonds mondial, décembre 2016 (en millions de dollars)

Pays (Composante)	Nom de la subvention	Fin de la subvention	Récipiendaire principal	Financement approuvé		
				Existant	Nouveau	Total
Algérie (VIH)	DZA-H-MOH	31-12-2019	Ministère de la Santé	0.0 m	6.5 m	6.5 m
Bolivie (TB)	BOL-T-UNDP	31-12-2019	PNUD	0.0 m	10.7 m	10.7 m ¹
El Salvador (VIH)	SLV-H-MOH	31-12-2018	Ministère de la Santé	3.8 m	1.3 m	5.1 m
	SLV-H-PLAN	31-12-2018	Plan International	2.2 m	4.8 m	7.0 m
Guyane (paludisme)	GYA-M-MOH	31-12-2019	Ministère de la Santé	1.2 m	0.4 m	1.6 m
Nigeria (VIH)	NGA-H-LSMOH	31-12-2017	Ministère de la santé de Lagos	9.6 m	0.0 m	9.6 m ²
TOTAUX				16.8 m	23.7 m	40.5 m

1 1,7 million de dollars ont été ajoutés au registre de demandes de qualité non financées (DQNF).

2 Cela ne s'ajoute pas à ce qui a déjà été approuvé pour le Nigeria.

Cet article fournit des informations supplémentaires sur trois de ces attributions.

Nigeria (VIH)

L'octroi de 9,6 millions de dollars à l'État de Lagos constitue la première subvention accordée à un État fédéré au Nigeria. Le financement est destiné au VIH et le principal bénéficiaire est le ministère de la Santé de Lagos. Dans son rapport au Conseil d'administration, le Comité d'approbation des subventions (CAS) a déclaré que ce financement faisait partie d'un projet pilote d'une approche décentralisée de gestion de portefeuille pour le Nigeria. Le CAS a déclaré que « bien que le volume de financement représente moins de 1% du portefeuille global du Nigeria, l'octroi d'une subvention directe au niveau des États fédérés est une approche stratégiquement importante visant à réduire les risques et à améliorer l'impact ». Les subventions au niveau des États fédérés devraient avoir un impact plus important au fil du temps « en adaptant plus précisément les activités programmatiques à des contextes spécifiques à l'État et en utilisant des ressources financières supplémentaires pour combler le déficit de financement actuel au Nigeria ».

La subvention contribuera à l'objectif du ministère de la Santé de Lagos d'atteindre une couverture antirétrovirale de 80% d'ici à 2020. La subvention inclut la prestation de services cliniques en matière de VIH dans toutes les centres dans trois secteurs de l'administration locale: Epe, Ikorodu et Oshodi-Isole. Cette subvention est complémentaire aux programmes financés par le PEPFAR qui impliquent l'extension des services dans huit autres régions de l'État.

La subvention contribuera également aux résultats prévus suivants:

- Fournir aux personnes vivant dans l'État de Lagos un accès à des services de prévention, de diagnostic et de traitement de haute qualité axés sur le patient pour la tuberculose et le VIH;
- Réduire les nouvelles infections par le VIH et améliorer la qualité de vie des personnes infectées et touchées dans l'État de Lagos; et
- Diminuer la mortalité liée au VIH pour 100 000 habitants, passant de 116 en 2013 à 70 en 2017.

Selon le CAS, le programme au niveau de l'État est conforme au plan stratégique national et aux lignes directrices nationales. Le programme « rendra compte » à l'ICN du Nigeria et d'autres entités nationales pertinentes pour assurer une coordination appropriée.

Dans son rapport au Conseil d'administration, le CAS a noté que l'État de Lagos a pris des engagements nationaux importants pour cofinancer ce programme; Que les partenaires travaillant avec l'État de Lagos apportent un soutien significatif – « des communications de haut niveau étaient en cours entre les organismes techniques, le Secrétariat et le gouvernement de l'État »; Et que les programmes au niveau national collaborent avec l'État de Lagos, en particulier en ce qui concerne les services destinés aux populations clés et les soins de santé du secteur privé (tels que les centres d'accouchement).

Il convient de noter que l'octroi de 9,6 millions de dollars à l'État de Lagos représente la reprogrammation des fonds existants à transférer d'une subvention nationale – NGA-H-NACA- et n'augmente donc pas le budget total approuvé par le Conseil d'administration pour le Nigeria en matière de TB/VIH.

En ce qui concerne les contributions nationales, le CAS a déclaré que l'État de Lagos a l'une des plus importantes affectations budgétaires du secteur de la santé au Nigeria, représentant 9,7% du budget de l'État en 2016. Le gouvernement a accordé la priorité aux dépenses du secteur de la santé et vise à

améliorer : la prestation des services de santé aux personnes pauvres en assurant l'accès universel à un ensemble de soins essentiels; l'accès aux services de santé; la qualité des soins; à fournir un accès financier aux groupes vulnérables. Une ligne budgétaire dédiée du ministère de la Santé montre une augmentation de 24% en 2016. En outre, l'État de Lagos a engagé un montant supplémentaire de 850 000 dollars pour financer les dépenses de santé pour 2017 afin de soutenir le renforcement des systèmes de santé.

Bolivie (TB)

La Bolivie a reçu l'enveloppe la plus élevée (10,7 millions de dollars) pour une subvention dont le bénéficiaire principal est le PNUD. Les objectifs du programme bolivien de lutte contre la tuberculose sont de réduire, d'ici 2020, l'incidence de la tuberculose de 17% et la mortalité de la co-infection TB/VIH de 15%. Les stratégies pour atteindre ces objectifs comprennent:

- La fourniture de services pour les soins, la détection des cas, le diagnostic et le traitement de toutes les formes de tuberculose;
- Le renforcement des services de soins et l'augmentation du taux de réussite du traitement de la TB-MR; et
- L'assurance de la continuité de la coopération et du mécanisme de gestion conjointe entre les programmes TB/VIH.

Le total des engagements financiers nationaux s'élève à 21 millions de dollars, soit 54% du total des ressources disponibles pour la prochaine période de mise en œuvre. Le financement national couvrira principalement les besoins liés à l'achat de médicaments de deuxième intention, les services hospitaliers destinés aux patients atteints de tuberculose multirésistante et la prise en charge des réactions indésirables aux médicaments antituberculeux.

Algérie (VIH)

L'octroi de 6,5 millions de dollars à l'Algérie est la première subvention du Fonds mondial en Algérie depuis la clôture de la subvention pour le VIH en 2008.

L'épidémie de VIH en Algérie est caractérisée comme faible, mais concentrée dans les populations clés. Les écarts de données sont larges, mais la prévalence en 2014 était estimée à 5,1% pour les travailleurs du sexe, à 6,8% pour les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et à 1,1% pour les consommateurs de drogues injectables. Le programme met l'accent sur les groupes les plus exposés ainsi que sur les populations vulnérables comme les détenus et les populations mobiles. Le programme vise à renforcer les intervenants communautaires afin de mobiliser le financement et de mener des activités de collecte de fonds pour assurer la durabilité des activités après la transition. (L'Algérie n'est plus admissible au financement du VIH en 2017, ce qui lui donne le droit de bénéficier d'un financement de transition pour sa composante VIH pour la période 2017/2019).

Les stratégies pour atteindre cet objectif sont les suivantes:

- Utiliser les installations nationales de soins de santé pour étendre la couverture géographique des tests de dépistage du VIH;
- Élaborer des actions ciblant la prévention et la réduction du risque d'infections sexuellement transmissibles et du VIH; et
- Mettre au point un système de référence pour les personnes séropositives entre les centres de référence et les établissements de soins de santé.

La subvention contribuera également aux résultats prévus suivants:

- Augmentation du pourcentage de personnes vivant avec le VIH en traitement antirétroviral qui ont une charge virale indétectable après 12 mois, passant de 53% en 2015 à 77% en 2018;
- Augmentation du pourcentage de travailleurs du sexe qui se soumettent à un test de dépistage du VIH au cours de la période considérée et qui connaissent les résultats de 29,5% en 2014 à 40% en 2018;
- Augmentation du pourcentage d'hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes qui se soumettent à un test de dépistage du VIH pendant la période considérée et qui connaissent les résultats de 31% en 2015 à 37% en 2018; et
- Augmentation du pourcentage de consommateurs de drogues injectables qui font un test de dépistage du VIH au cours de la période considérée et qui connaissent les résultats jusqu'à 24% en 2018.

Le total des engagements financiers nationaux s'élève à 111 794 085 dollars, soit 95% du total des ressources disponibles pour la prochaine période de mise en œuvre. Les engagements gouvernementaux en matière de VIH représentent une augmentation de 54% par rapport à la période de mise en œuvre précédente. Selon le CAS, le Secrétariat travaillera avec les autorités locales à la recherche de financements privés et nationaux pour les interventions en faveur des populations clés, en privilégiant les services essentiels actuellement les plus dépendants de sources externes afin d'éviter l'interruption des services.

Puisqu'il s'agit d'une subvention de transition, elle appelle à l'élaboration d'un plan de développement durable dans les trois ans. Une unité de gestion du programme est actuellement mise en place; Elle comprendra du personnel du ministère de la Santé.

[Read More](#)
